



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Intervention 70.11 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la création de couverts d'intérêt pour la biodiversité, en particulier les pollinisateurs en hexagone

**Notice de la mesure « Création de couverts d'intérêt faunistique
et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux
communs des milieux agricoles »**

OC_PYAN_CIFF

**Territoire « Sites Natura 2000 dans les Pyrénées Audoises
(OC_PYAN) »**

Campagne 2024

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

PAEC des Pyrénées Audoises (OC_PYAU)

CCPA - Communauté de Communes des Pyrénées Audoises

caroline.mainguin@pyreneesaudioises.fr

07 85 17 26 97

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'implanter des couverts d'intérêt répondant aux exigences spécifiques :

- d'une espèce faisant l'objet d'un Plan national d'action (ex : outarde canepetière) ;
- d'un groupe d'espèces (ex : oiseaux de plaines, comme la tourterelle des bois) à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales) et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 652 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux. Pour plus de détail, reportez-vous à la notice de territoire

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement UE n°2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure en première année d'engagement sont les suivantes :

- toutes les terres arables (sauf les surfaces de la catégorie 1.5 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions » qui ont 3 ans ou plus) ;
- toutes les cultures pérennes ;
- les surfaces engagées dans une MAEC rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

À partir de la deuxième année d'engagement, les surfaces éligibles à cette mesure sont :

- Les codes culture des couverts autorisés indiqués dans le cahier des charges (cf. tableau page 5)
- les surfaces engagées dans une MAEC rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Les surfaces de bandes enherbées obligatoires au titre de la BCAE 4 ou en application de la Directive Nitrates ne sont pas éligibles à cette mesure.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Respecter la localisation du couvert implanté conformément au diagnostic.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2026	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
<p>Mettre en place le couvert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation du couvert au plus tard le 31-oct. de la première année d'engagement ; - Respect des conditions d'implantation : <i>Eviter les méthodes destructurant le sol</i> <p>Les couverts autorisés sont (selon diagnostic):</p> <p>Mélanges d'espèces favorables au développement des insectes pollinisateurs ou auxiliaires ou à la protection de la petite faune (région biogéographique : Sud-Ouest) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Uniquement des espèces locales parmi les suivantes : Agrostemma githago, Ammi majus, Anthemis cotula, Blackstonia perfoliata, Bupleurum rotundifolium, Cota altissima, Cyanus segetum, Delphinium consolida, Dipsacus fullonum, Ervilia hirsuta, Geranium dissectum, Glebionis segetum, Linum strictum, Matricaria chamomilla, Orlaya grandiflora, Papaver dubium, Ranunculus arvensis, Thlaspi arvense, Trifolium campestre, Valerianella dentata, Viola arvensis - code couvert PAC à respecter : JAC/003 - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire) <p>Mélanges graminées-légumineuses d'intérêt faunistique ou floristique (région biogéographique : Sud-Ouest) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - composition du couvert de base : Blé ou Orge ou Sorgho + Anisantha sterilis + Avena barbata - 7 espèces locales de diversification pouvant compléter le couvert de base : Bituminaria bituminosa, Coronilla scorpioides, Ervilia hirsuta, Lathyrus pratensis, Trifolium campestre, Trifolium dubium, Trifolium fragiferum - code couvert PAC à respecter : MCR ou MLS - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire) <p>Légumineuses d'intérêt faunistique ou floristique (région biogéographique : Sud-Ouest) :</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.

¹ Se référer à la notice nationale MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
<ul style="list-style-type: none"> - composition du couvert de base : Luzerne ou Sainfoin - 7 espèces locales de diversification pouvant compléter le couvert de base : Bituminaria bituminosa, Coronilla scorpioides, Ervilia hirsuta, Lathyrus pratensis, Trifolium campestre, Trifolium dubium, Trifolium fragiferum - code couvert PAC à respecter : LUZ ou SAI - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire) <p>Mélanges d'espèces favorables au développement des insectes pollinisateurs ou auxiliaires ou à la protection de la petite faune (région biogéographique : Pyrénées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Uniquement des espèces locales parmi les suivantes : Achillea millefolium, Agrostemma githago, Anthemis cotula, Anthyllis vulneraria, Arrhenatherum elatius subsp. Bulbosum, Betonica officinalis, Briza media, Cichorium intybus, Dactylis glomerata, Echium vulgare, Ervilia hirsuta, eranium dissectum, Glebionis segetum, Holcus lanatus, Hypericum perforatum, Lathyrus latifolius, Lathyrus pratensis, Linum usitatissimum subsp. Angustifolium, Lotus orniculatus, Malva moschata, Papaver dubium, Plantago lanceolata, Poterium sanguisorba, Rhinanthus angustifolius, Silene latifolia, Trifolium pratense, Vicia sepium - code couvert PAC à respecter : JAC/003 - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire) <p>Mélanges graminées-légumineuses d'intérêt faunistique ou floristique (région biogéographique : Pyrénées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - composition du couvert de base : Blé ou Orge ou Sorgho + Anisantha sterilis + Avena barbata - 13 espèces locales de diversification pouvant compléter le couvert de base : Anthyllis vulneraria, Arrhenatherum elatius subsp. Bulbosum, Briza media, Cynosurus cristatus, Dactylis glomerata, Ervilia hirsuta, Festuca rubra, Holcus lanatus, Lathyrus latifolius, Lathyrus ratensis, Lotus corniculatus, Trifolium pratense, Vicia sepium - code couvert PAC à respecter : MCR ou MLS - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire) <p>Légumineuses d'intérêt faunistique ou floristique (région biogéographique : Pyrénées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - composition du couvert de base : Luzerne ou Sainfoin 			

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
- 7 espèces locales de diversification pouvant compléter le couvert de base : Anthyllis vulneraria, Ervilia hirsuta, Lathyrus latifolius, Lathyrus pratensis, Lotus corniculatus, Trifolium pratense, Vicia sepium - code couvert PAC à respecter : LUZ ou SAI - végétation spontanée admissible si cela est justifié (choix soumis à validation par l'opérateur de territoire)			
Maintenir le couvert.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,4.
Respecter la localisation du couvert conformément au diagnostic.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification sur la base du diagnostic d'exploitation et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Respecter une surface minimale de 0,25 ha du couvert d'intérêt.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas réaliser d'intervention mécanique entre le 01-avr. et le 15-sept. Respecter les modalités d'entretien : -	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,8.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ; ➤ Interventions (type, matériel utilisé, localisation et date) ; ➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités) ; ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités). ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une formation obligatoire au cours des deux premières années de l'engagement.

Le contenu et les modalités sont définis par l'opérateur (nom et coordonnées en page 1 de la notice) et devra être validé par les cofinanceurs de la mesure.

7.2 Lien avec la conditionnalité et l'écoringime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écoringime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écoringime.